[Traduction]

L'hon. Allan J. MacEachen (président du Conseil privé): Monsieur l'Orateur, la tradition chez nous et ici au Parlement, si je comprends bien, veut que Son Excellence, le représentant de la Couronne, prononce un discours le tout premier jour d'une session parlementaire, et que les Communes, avant d'entreprendre quoi que ce soit, s'y arrêtent et en examinent la teneur.

Des voix: Bravo!

Des voix: Oh, oh!

L'hon. M. MacEachen: Aujourd'hui, le député de Winnipeg-Nord-Centre (M. Knowles) dans une intervention qui ne peut s'interpréter que comme le geste de quelqu'un qui cherche de la publicité...

Des voix: Oh, oh!

L'hon. M. MacEachen: ... a tenté de rompre une tradition qui remonte aux origines de notre Parlement. Nous commençons une nouvelle session. Ce qui s'est passé au cours de la session précédente est révolu et appartient au passé. Jamais au début d'une nouvelle session parlementaire n'a-t-on réclamé une période de questions avant que la Chambre ne se mette à l'étude du discours de Son Excellence.

Des voix: Bravo!

M. Baldwin: Le pays ne s'est jamais trouvé dans un fouillis comme celui-ci.

L'hon. M. MacEachen: Si le député de Winnipeg-Nord-Centre veut modifier la procédure traditionnelle, s'il veut changer les formules de courtoisie que la Chambre emploie depuis toujours à l'égard de la Couronne, il devrait alors utiliser une méthode plus directe, c'est-à-dire, présenter en temps opportun une motion tendant à renvoyer toute la question au comité permanent de la procédure et de l'organisation pour étude. S'il veut supprimer le discours du trône ou l'adresse en réponse au discours du trône, qu'il procède par des voies directes.

Des voix: Bravo!

Des voix: Oh, oh!

Une voix: C'est cette année qu'il faut appuyer la Couronne.

M. l'Orateur: A l'ordre. Je n'ai pas l'intention de désamorcer le discours du ministre. J'inviterais les députés à se contenter autant que possible d'aborder uniquement les aspects de la procédure à suivre en cette matière. Je ne veux pas donner à entendre que les autres députés qui ont pris part à ce court débat l'ont nécessairement fait. J'estime cependant que cela pourrait être utile, pour faciliter la tâche de la présidence, de restreindre pour le moment notre débat à la question de procédure, à savoir: l'amendement est-il recevable? A mon avis, le fond de la question, c'est-à-dire s'il doit y avoir ou non une période de questions, est l'objet de l'amendement actuellement à l'étude.

• (1200)

L'hon. M. MacEachen: Monsieur l'Orateur, je voudrais ajouter quelque chose qu'il convient de bien faire ressortir, d'après moi. Que quelqu'un demande une période de questions orales avant que la Chambre ne se soit penchée sur le discours du trône, c'est-à-dire le message adressé

par la Couronne à la Chambre, voilà qui est sans précédent dans l'histoire du Canada et dans celle du Parlement. C'est du nouveau. C'est une demande tout à fait insolite. Jamais une telle demande n'a été formulée à la Chambre.

La motion présentée par le premier ministre est une motion de forme. Elle ne peut pas être amendée. Le député de Winnipeg-Nord-Centre ne peut nullement espérer obtenir un amendement à cette motion et demander, à ce stade, à la Chambre de se prononcer sur la question de savoir s'il doit y avoir une période de questions orales. Du point de vue de la procédure, c'est absurde. Il ne saurait être question d'en discuter. Je suis surpris. Peut-être un jour et probablement dans un avenir lointain les députés de l'opposition seront-ils assis de ce côté-ci de la Chambre.

Des voix: Oh, oh!

M. Baldwin: Très bientôt.

L'hon. M. MacEachen: Quand nous reviendrons de l'autre Chambre, après qu'ils auront peiné pendant des jours pour rédiger un texte que la Chambre puisse étudier, ils diront: «Non, laissons cela; décrétons plutôt une période de questions de 40 minutes». Voilà l'idée qu'ils défendent aujourd'hui. Qu'en est-il du parti des Macdonald, des Borden et Diefenbaker?

Des voix: Oh, oh!

Des voix: Honte!

D'autres voix: Bravo!

L'hon. M. MacEachen: Monsieur l'Orateur, l'opposition officielle prend ici exemple sur la nouvelle république et sur le député de Winnipeg-Nord-Centre.

Des voix: Bravo!

Des voix: Oh, oh!

M. l'Orateur: A l'ordre. Le député de Winnipeg-Nord-Centre veut-il poser une question?

M. Knowles (Winnipeg-Nord-Centre): Monsieur l'Orateur, avant que le ministre ne se rassoie, je voudrais lui poser une question. Le président du Conseil privé (M. MacEachen) a dit que notre premier devoir envers la Couronne nous commandait d'examiner le discours du trône. Oublie-t-il donc que le premier ministre (M. Trudeau) a déjà déposé le bill C-1, qui vise à affirmer le droit de la Chambre des communes de régler en priorité ses propres affaires?

M. l'Orateur: A l'ordre. Le député d'Edmonton-Ouest a la parole.

L'hon. Marcel Lambert (Edmonton-Ouest): Monsieur l'Orateur, je n'ai pas l'intention de me livrer à une polémique ou de me lancer dans une diatribe avec le président du Conseil privé (M. MacEachen), qui semble s'inspirer aujourd'hui de motifs qui s'accordent mal aux circonstances. Je dirai simplement ceci.

J'allais soulever la même question que le député de Winnipeg-Nord-Centre (M. Knowles) et ajouter simplement que, comme l'a laissé entendre le président du Conseil privé, ce qui s'impose d'abord aujourd'hui c'est de manifester notre courtoisie coutumière envers Son Excellence et de méditer son message. Depuis que le ministre siège à la Chambre et même avant cela, la tradition et le Règlement ont voulu que le premier ministre (M. Trudeau) propose au nom de la Chambre la motion traditionnelle